

# Le tournant d'avril 1917

Le mois d'avril représentait, à plusieurs points de vue, un tournant, une clarification dans le processus révolutionnaire. D'abord Lénine revient en Russie. Ensuite advient la «crise d'avril» autour de la question de la guerre. Enfin les mencheviks poursuivent la logique de leur ligne en intégrant le Gouvernement provisoire.

Le mois de mars avait été marqué par la formation des soviets et par l'affirmation de l'activité publique légale des partis politiques, l'apparition des journaux, etc. A la chute de la monarchie et la victoire de la révolution de février, tous les détenus politiques ont été libérés des prisons. Ceux qui se trouvaient en exil en Sibérie ou à l'étranger ont évidemment mis du temps pour revenir. Ainsi, par exemple, parmi les principaux dirigeants bolcheviques, Staline et Kamenev rentrent de Sibérie à la mi-mars, Lénine, Zinoviev et d'autres arrivent de Suisse début avril.

Ces retours en série ne seront pas sans conséquences. Ils conduisent à des changements d'orientation. Pendant la révolution de février, les bolcheviks étaient dirigés par un triumvirat formé par Chlyapnikov, Molotov et Zaloutsky, dont aucun n'était membre du comité central. Le comité de Pétersbourg ayant été décimé par des arrestations, ils s'appuyaient surtout sur le comité de Vyborg, quartier ouvrier combatif. Cette situation a duré jusqu'au 15 mars, quand Staline et Kamenev, membres, eux, du CC arrivent à Pétersbourg et prennent le contrôle du quotidien *Pravda*. Le 3 avril Lénine arrive de Suisse et prend sa place –centrale – dans la direction bolchevique.

## **Quelle révolution, dirigée par qui?**

Nous allons essayer de résumer l'évolution des événements entre la révolution de février et le mois d'avril. Mais

d'abord, regardons les positions des différents courants sociaux-démocrates avant 1917. Depuis la création des premiers groupes dans les années 1880, tous les marxistes russes, tous les courants sociaux-démocrates, considéraient que la révolution à venir – et ils croyaient tous qu'elle viendrait – sera bourgeoise/démocratique. C'est-à-dire, qu'elle débarrasserait la Russie des restes du féodalisme/absolutisme, de la monarchie tsariste, de l'appareil d'Etat civil et militaire, du pouvoir des grands propriétaires fonciers, et déblayerait le terrain pour le libre développement du capitalisme et avec lui de la classe ouvrière. Seulement à ce moment-là, la révolution socialiste pourrait-elle être à l'ordre du jour. Mais cette unanimité sur le caractère de la révolution ne disait rien sur les forces qui devraient la diriger.

Les mencheviks avaient une position apparemment logique: puisque la révolution serait bourgeoise, elle devrait être dirigée par la bourgeoisie et le prolétariat devrait faire alliance avec et soutenir cette bourgeoisie, de manière critique, afin que le capitalisme puisse développer et créer les bases du socialisme. Cette position, qui partait du niveau de développement des forces productives, avait un gros inconvénient: elle ne prenait pas en compte la bourgeoisie russe réellement existante et ses rapports avec d'un côté le tsarisme et de l'autre la classe ouvrière. En fait, elle avait beaucoup plus peur des ouvriers et paysans, surtout après 1905, que de la monarchie et de l'aristocratie. Donc l'idée que la bourgeoisie russe allait jouer un rôle révolutionnaire en Russie, comme elle l'avait fait dans les révolutions anglaise et française entrerait en conflit avec la réalité. La révolution bourgeoise en Russie sera mort-née.

Les bolcheviks, eux, ne faisaient pas la même erreur: ils n'accordaient aucun rôle révolutionnaire à la bourgeoisie, et Lénine en particulier polémiquait sans cesse contre toute alliance avec des forces bourgeoises et surtout avec le

principal parti bourgeois, les Cadets. La perspective des bolcheviks était que la révolution bourgeoise devrait être dirigée par une alliance entre les ouvriers et les paysans: ils utilisaient la formule «dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie» (1). C'était aussi la position de Rosa Luxembourg, qui insistait portant davantage sur le rôle dirigeant du prolétariat. Enfin, il y avait la position de Trotsky, qui défendait l'idée que la révolution devrait bien être dirigée par le prolétariat mais que ce serait alors impossible qu'elle s'arrête à l'étape bourgeoise: elle devait se poursuivre vers la révolution socialiste.

### **Lénine revient**

Pour prendre le mois d'avril chronologiquement, il y avait d'abord le retour de Lénine. Avant de quitter la Suisse, il avait envoyé une série de lettres à ses camarades, connues sous le nom de «Lettres de loin». Seulement la première, fortement censurée, a été publiée dans la Pravda. Les rayures concernaient l'attitude du parti envers la guerre et le Gouvernement provisoire. On va voir pourquoi. Depuis la formation du Soviet, celui-ci était dirigé par des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, sur une position de soutien critique vis-à-vis du Gouvernement provisoire. Sur la question de la guerre, la majorité menchevik-SR au Soviet acceptait la participation continue de la Russie à la guerre impérialiste, tout en souhaitant une paix négociée, ce qui allait bientôt créer des problèmes avec le Gouvernement provisoire. Globalement, le bloc menchevik-SR défendait la situation de double pouvoir, d'un gouvernement provisoire soutenu, mais surveillé par le Soviet. Au mois de mars, et pendant encore quelques mois, cette position correspondait à l'opinion majoritaire parmi les ouvriers et les soldats, dont les représentants siégeaient au Soviet.

Le triumvirat qui avait dirigé les bolcheviks à Petrograd (2) depuis février maintenait une position d'indépendance à

l'égard du Gouvernement provisoire et d'opposition à la guerre, ainsi que la perspective d'un gouvernement provisoire révolutionnaire, qui était souvent utilisé comme expression populaire de la «dictature démocratique». Staline et Kamenev, au contraire, vacillaient, s'adaptant à la pression de la majorité dans le Soviet et dans l'opinion ouvrière sur les deux questions clefs de la guerre et de l'attitude envers le gouvernement provisoire. Il ne s'agissait pas d'une divergence programmatique. Le triumvirat aussi bien que Staline et Kamenev se réclamaient de la dictature démocratique, souvent caractérisée comme «formule algébrique» et susceptible d'interprétations différentes.

Lénine, lui, en était venu à considérer que la révolution bourgeoise s'était terminée avec la formation d'un gouvernement bourgeois. Ce gouvernement avait adopté quelques positions progressistes – suffrage universel, amnistie générale, libertés démocratiques fondamentales, abolition de la peine de mort, suppression des discriminations basées sur la race, caste ou religion, auto-détermination pour la Finlande et la Pologne. Mais sur des questions fondamentales, on ne pouvait rien attendre de ce gouvernement. Quelles ont été ces questions? Elles se résument dans le slogan célèbre des bolcheviks: «Le Pain, la paix, la terre». La paix était impossible tant que le gouvernement tenait à ses buts de guerre en termes d'expansion territoriale et à son alliance avec les impérialismes et le capital britannique et français. Donner la terre aux paysans aurait impliqué un affrontement avec les grands propriétaires fonciers et leurs soutiens, y compris parmi les militaires, dont beaucoup étaient issus de cette classe. «Pain» ne signifiait pas seulement le droit de ne plus avoir faim. Pour les ouvriers, cela signifiait aussi des salaires corrects, des horaires de travail soutenables, un contrôle de leurs conditions de travail. Dans les mois qui suivaient la révolution de février furent mis sur pied des comités d'usine. Non seulement les ouvriers ont obtenu la journée de huit heures et des augmentations de salaires (vite

rongées par l'inflation): ils ont établi le contrôle sur les embauches et les licenciements et, plus largement, sur les conditions du travail et le fonctionnement de leur entreprise.

### **Un changement brusque d'orientation**

Lénine expliquait que la seule façon d'obtenir la paix et la terre pour les paysans, ainsi que de garantir les droits démocratiques et les acquis ouvriers issus de la révolution de février, était de passer de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste. Ce qui signifiait que les soviets prennent le pouvoir et créent un nouvel État basé sur la classe ouvrière et ses alliés. Il s'agissait donc d'abandonner la formule de la «dictature démocratique» et de poser la question d'une dictature du prolétariat allié à la paysannerie pauvre.

Il existe des débats, notamment parmi des historiens anglophones, sur la politique bolchevique entre février et avril, qui dépassent largement le cadre de cet article. Ce qui semble indiscutable, c'est que les nouvelles positions de Lénine faisaient l'effet d'une bombe. Bien reçues par Vyborg, elles choquaient manifestement beaucoup de cadres du parti, qui demandaient pourquoi on abandonnait le concept de dictature démocratique. Lénine partait à l'attaque tout de suite. A peine descendu du train qui l'avait amené de Suisse, il apostrophe Kamenev: «Qu'est-ce que c'est que vous écrivez dans la *Pravda*? Nous en avons vu quelques numéros et nous vous avons vraiment maudits». A côté de ses célèbres Thèses d'Avril qui résumaient la nouvelle orientation, Lénine écrivait des «Lettres sur la tactique», où il expliquait de manière très claire que la dictature démocratique était dépassée, qu'elle avait trouvé son expression d'une certaine manière dans le Soviet dominé par les mencheviks et les SR (dont la base était dans la paysannerie). Il défendait sa nouvelle orientation, obtenant la majorité dans une conférence du parti fin avril. Staline s'est rallié à lui. C'est Kamenev qui menait l'opposition et qui restera jusqu'en octobre le représentant

d'un certain nombre de cadres bolcheviques qui défendaient une ligne conservatrice, voire, pour certains d'entre eux, s'opposeraient à la prise du pouvoir en octobre.

Cette droite allait coexister avec la gauche dirigée par Lénine, un centre et une ultragauche, qui voulait forcer le pas de l'histoire, cherchant à prendre le pouvoir de manière prématurée. Lénine, lui, était très clair. La nouvelle orientation, qui sera bientôt résumée par le mot d'ordre «Tout le pouvoir aux soviets», n'était pas une revendication immédiate, ni un appel à l'action. C'était une ligne stratégique, une expression de ce qui était nécessaire, mais qui ne deviendrait pas une perspective immédiate avant que la majorité d'ouvriers et soldats en soit convaincue et que cela se reflète dans les soviets. Pour les mencheviks, le double pouvoir était une orientation politique, l'expression de l'alliance souvent conflictuelle, mais finalement collaborative entre les soviets et le gouvernement. Pour les bolcheviks, le double pouvoir était une contradiction à résoudre pour affirmer le pouvoir des soviets. On pourrait en dire autant pour les partis bourgeois: à court terme, ce double pouvoir était utile pour renforcer leur propre faible légitimité, mais l'autorité du Soviet limitait aussi leur marge de manœuvre et à un moment il aurait fallu s'en débarrasser.

### **La «crise d'avril»**

C'est une démonstration de l'autorité du Soviet qui allait déclencher la crise d'avril. Le 14 mars, le Soviet avait publié un «manifeste aux peuples du monde» exprimant la position de sa majorité pour une paix sans annexions ni indemnités, tout en défendant la participation continue de la Russie à la guerre. Ce manifeste était bien reçu par la masse des ouvriers et surtout par les soldats qui vouaient en finir avec la boucherie au plus vite. Mais pas par les membres du gouvernement et notamment son homme fort Pavel Milioukov, qui croyait que la Russie serait plus forte pour mener la guerre

après la chute du tsarisme. Quand Milioukov réaffirmait dans une interview le 23 mars les objectifs de la Russie d'annexer la partie ukrainienne de l'empire autrichien, ainsi que Constantinople et les Dardanelles, le Soviet s'est mis en colère. Le gouvernement a été obligé d'adopter une position plus proche de celle du Soviet et s'engager à la communiquer à ses alliés.

Le gouvernement a tenu sa promesse et envoyé sa déclaration à ses alliés le 18 avril, accompagnée d'une note de Milioukov les assurant essentiellement que rien ne changerait. La publication de cette note a déclenché la crise. Les 20 et 21 avril, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue avec des mots d'ordre «A bas Milioukov», «A bas les politiques d'annexion», et même «A bas le Gouvernement provisoire».

C'était la première fois que des ouvriers et des soldats descendaient dans la rue contre le Gouvernement provisoire. La conséquence immédiate était la démission de Milioukov et du Ministre de la Guerre, Gouchkov. Cela affaiblissait évidemment le gouvernement. Le Soviet a donc pris position pour un gouvernement de coalition et le 5 mai le deuxième Gouvernement provisoire était constitué, avec six ministres menchevik et SR et neuf des partis bourgeois.

Avec l'adoption par les bolcheviks des Thèses de Lénine et l'entrée des mencheviks au gouvernement, l'opposition entre les deux lignes est devenue absolument claire. D'un côté, aucune confiance dans le Gouvernement provisoire, aucune alliance avec la bourgeoisie et la perspective de «Tout le pouvoir aux soviets». De l'autre, non seulement la collaboration avec le Gouvernement provisoire mais la participation à ce gouvernement qui cherchait de plus en plus à consolider l'ordre bourgeois. Les bolcheviks allaient tenir leur orientation pendant des mois où ils étaient minoritaires. Les mencheviks tiendront aussi la leur, même quand leur base se tournait vers les bolcheviks.

## Notes

- De nos jours, le mot de 'dictature', utilisé sans sens péjoratif, sonne étrangement, surtout lié à 'démocratique'. Mais à l'époque, avant les dictatures sanglantes du 20<sup>e</sup> siècle, elle servait à décrire la réalité ou la perspective de la domination d'une classe ou d'une alliance de classes.
  - Avant 1914 le nom de la capitale de la Russie était Saint-Pétersbourg. Elle est devenue Petrograd par décision du gouvernement, qui ne voulait pas de nom à consonance allemande. Pour ne pas céder à la xénophobie, les bolcheviks ont continué à parler de Pétersbourg pendant la guerre. Mais à partir de 1917, le nom Petrograd était généralement accepté, même pour le nom du Soviet.
- 

# En France, les lendemains du 23 avril

**Les derniers jours avant le premier tour des élections présidentielles ont bien été le reflet d'une campagne marquée par des tournants brusques et des événements inattendus.**

En fin de compte, les deux premiers, Macron et Le Pen, qui se confronteront au deuxième tour, étaient ceux prédits par les sondages. Mais jusqu'au soir du 23 avril le résultat était ouvert. Quatre candidats se battaient dans un mouchoir de poche. En attendant le verdict des urnes le 7 mai, essayons de tirer quelques leçons de cette campagne inédite.

D'abord, comme prévu, pour la première fois de l'histoire de

la Ve République, il n'y aura pas de représentant au second tour du centre-gauche social-démocrate, ni de la droite traditionnelle. Le candidat du PS, Benoît Hamon, avec 6,13%, a enregistré le pire résultat de son courant depuis 1969. Le PS est maintenant traversé par des projets différents et contradictoires: soit une refondation du parti d'Epinay, comme le souhaite Hamon entre autres; soit la création d'un parti démocrate à l'italienne, comme le prône ouvertement Manuel Valls, avec le soutien discret de François Hollande. C'est ce parti, en crise et profondément divisé, qui a été impacté par la campagne d'Emmanuel Macron et le serait davantage par sa victoire le 7 mai. Malheureusement pour Valls, si un parti démocrate voit le jour, son chef ne sera pas lui mais Macron.

### **La crise des partis traditionnels**

La crise de la droite est moins flagrante, mais néanmoins réelle. Avec la victoire de Fillon dans les primaires Les Républicains ont viré à droite, vers un thatchérisme à la française sur le plan économique et un conservatisme catholique sur le plan sociétal. La présence dans le parti et dans la campagne de Fillon du courant d'extrême droite Sens Commun, dont les effectifs sont estimés par *Le Monde Diplomatique* à 9,000 membres, et qui est issu du mouvement de la Manif pour tous, qui a mobilisé contre le mariage pour tous, pose problème pour l'aile du parti représenté par Alain Juppé. Des fissures, qui ont été colmatées pendant la campagne présidentielle, vont émerger de nouveau. Déjà il a été annoncé que la campagne législative ne sera pas dirigée par Fillon. Pourtant ce dernier, malgré les scandales qui ont entouré sa campagne, a failli être au deuxième tour. Il n'est probablement pas prêt à prendre sa retraite.

Le score de Marine Le Pen est le plus élevé du Front national à l'élection présidentielle et elle arrive au deuxième tour. Ce n'est pourtant pas un triomphe. Son score final a été de 20,72%. Quand on sait que le FN a fait 25% aux municipales de

2014 et 27% aux régionales de 2015, et qu'elle a commencé la campagne avec 25% dans les sondages en montant jusqu'à 27 %, c'est décevant. Elle a fini la campagne, devancée par Macron et talonnée par Fillon et Mélenchon.

Macron arrive en tête avec 24,5%. Les titres de deux encarts dans le *Quotidien* du 24 avril résument bien de qui il est le candidat et par qui il a été soutenu: «Les marchés euphoriques» et «Le candidat des investisseurs». Il est peut-être un peu tôt pour l'euphorie, mais Macron est bien le candidat des investisseurs. Et des banquiers. Et de l'Europe de la finance et des multinationales. Et de la mondialisation financière. Il a été soutenu pendant la campagne par la plus grande partie des médias en France, mais aussi en Europe. Sa campagne a été soutenue et sa victoire saluée par Juncker, Merkel, Schulz, Renzi, George Osborne et le ban et l'arrière-ban de l'Europe libérale. Fillon aurait été acceptable pour tout ce beau monde, mais il était un peu critique de l'Union européenne, un peu trop mou sur la Russie. Macron est parfait: sur l'Europe, sur la mondialisation, sur les «réformes» qu'il faut imposer en France. Son programme était moins extrême que celui de Fillon? La réalité pourrait être différente. L'année dernière, en plein mouvement de masse contre la loi Khomri qui démantelait partiellement le Code du travail, il donne une interview aux *Échos* (23 mai, 2016), «Il faut aller plus loin que la loi Khomri»; dit-il. Et il le fera s'il a la possibilité.

### **La campagne de Mélenchon**

Dans ce panorama désolant le résultat de Jean-Luc Mélenchon brille. Sa progression dans les sondages a été interrompue par l'entrée en campagne de Benoît Hamon. Mais il a battu Hamon politiquement et recommencé à monter pour finir à deux doigts du deuxième tour, avec 19,24%. Mélenchon arrive le premier dans trois départements de la métropole (Seine-Saint-Denis, Dordogne, Ariège), et trois d'outre-mer (Martinique, Guyane,

Saint-Pierre et Miquelon). Il cartonne dans de nombreuses villes d'une banlieue parisienne qui est moins rouge qu'avant, mais néanmoins bien plus qu'on ne le dit souvent.

Il arrive aussi en tête dans quatre des dix villes les plus grandes de France (Marseille, Montpellier, Lille, Toulouse). Il est le premier parmi les 18-24 ans (29%) et parmi les moins de 35 ans (26%). Dans l'électorat populaire, il le dispute à Marine Le Pen. Chez les ouvriers, la candidate du FN fait 34% et Mélenchon 24%; parmi les chômeurs les chiffres sont 30% et 27,5% chez les employés, Le Pen fait 30,1% et Mélenchon 23,1%. Il gagne aussi les suffrages de 37% des électeurs musulmans, plus que les autres candidats.

Les chiffres cités ci-dessus sont tirés d'une enquête de l'IFOP, dont le directeur adjoint, Frédéric Dabi, résume le vote de Mélenchon ainsi: «C'est un vote de classe». L'historien Roger Martelli (1), ancien cadre du PCF qui milite aujourd'hui à Ensemble, développe davantage l'analyse. «Dans l'ensemble, le vote Jean-Luc Mélenchon s'insère dans l'espace électoral, communal et départemental, qui fut celui du communisme français, à quoi s'ajoute une implantation (notamment dans le Sud-Ouest) plus proche de celui de la gauche socialiste traditionnelle».

Ce que le score de Mélenchon démontre, entre autres, est qu'il n'y a rien de fatal dans la progression du Front national dans les couches populaires et la jeunesse. La montée de l'extrême droite se nourrit, en France comme ailleurs, de l'austérité, des inégalités, du chômage, des attaques contre l'État social. Tout cela est renforcé par le rôle des partis traditionnels et surtout par les renoncements de la social-démocratie. Mais la montée de l'extrême droite progresse aussi par l'inexistence, les faiblesses ou les erreurs de la gauche radicale. Quand celle-ci se dote d'un programme qui apporte des réponses et une stratégie politique, on peut enrayer la montée de l'extrême droite. Sinon, qui d'autre, dans le monde du centre, versions gauche et droite, pourra le faire?

## Que faire au deuxième tour?

Nous sommes maintenant confrontés à un deuxième tour Macron-Le Pen. Comme Chirac-Le Pen en 2002? Oui et non. Les choix se ressemblent, le contexte est assez différent. En 2002 les deux semaines entre les deux tours ont été ponctuées par d'énormes manifestations contre le Front national, culminant avec 1,3 millions de personnes dans la rue le 1<sup>er</sup> mai, dont 400,000 à Paris. Cette fois-ci, la seule chose prévue semble être une manifestation le 1er mai. Il est peu probable qu'elle ressemble à celle de 2002. A gauche, et notamment dans l'électorat de Mélenchon, mais aussi parmi les militants qui ont fait sa campagne, on s'interroge. Depuis 2002, nous avons eu trois quinquennats, ceux de Chirac, Sarkozy et Hollande. Au bout du compte, nous sommes toujours à presque 10% de chômeurs, 25% parmi les moins de 25 ans, une montée d'inégalités, de la précarité, nous avons toujours des banlieues miséreuses et les cités laissées pour compte. Les forces politiques qui ont occupé le pouvoir depuis 15 ans n'ont rien apporté aux couches populaires, aux salariés, aux jeunes. Et Macron est largement perçu par eux pour ce qu'il est. Néanmoins, au moins la moitié des électeurs de Mélenchon va probablement voter Macron pour bloquer Le Pen. Une petite minorité risque de voter le Pen, beaucoup peuvent s'abstenir. Mélenchon a eu raison de ne pas ajouter sa voix au chœur des «défenseurs de la démocratie». Il a raison de consulter la base de la France insoumise, d'avoir le débat. Le Parti de gauche va donner sa position au cours d'un Conseil national samedi. La consultation de la France insoumise se terminera mardi prochain. Le choix est entre le vote Macron, l'abstention/vote blanc ou aucune consigne. On verra le résultat.

Si on peut comprendre ceux qui rechignent à voter Macron, on peut penser qu'ils ont tort. Il faut empêcher Le Pen de passer. Pas parce qu'elle est 'populiste', protectionniste ou

à cause de ses positions sur l'Europe. Mais tout simplement parce que les pouvoirs de la présidence française sont considérables (plus que ceux de Trump aux États-Unis), surtout en état d'urgence. Une présidence Le Pen représenterait une menace considérable pour les libertés politiques et les droits sociaux, sans parler des populations visées par son discours raciste et xénophobe. Il ne faut pas prendre le risque. Cela n'implique évidemment aucune confiance en Macron, qu'il faut combattre dès maintenant. De plus, si le vote pour Macron peut bloquer Le Pen le 7 mai, une présidence Macron continuerait à alimenter le Front national. Comme le dit Serge Halimi (*Le Monde Diplomatique* d'avril), «le projet d'Emmanuel Macron, c'est le marchepied du Front national». Il faut faire échec à Macron et construire une puissante alternative de gauche.

Une victoire de Le Pen reste improbable, mais pas impossible. Elle a commencé sa campagne du deuxième tour par une visite à l'usine Whirlpool d'Amiens, menacée de fermeture, où elle a laissé Macron discuter en ville avec les responsables syndicaux pour aller, elle, directement sur le site. Titre du *Financial Times* ce matin: «Des ouvriers en colère conspuent Macron, saluent Le Pen». Elle risque de mener une campagne centrée sur le social, la défense des salariés français, dénonçant l'UE et la mondialisation. Il ne faut pas en sous-estimer le potentiel. Elle s'adresse déjà directement aux électeurs de Mélenchon. Elle a même intérêt à mettre un bémol sur l'immigration: les racistes, elle les a déjà dans sa poche. Si Macron gagne quand même, ce sera en grande partie par défaut, par vote contre Le Pen plutôt que pour lui.

Après le deuxième tour s'ouvrira la campagne des législatives. Que ce soit Macron ou Le Pen qui gagne, l'important sera de se mettre en mode de combat tout de suite. Ce sera important que, dans la foulée de la campagne de Mélenchon, il y ait une forte présence de la gauche radicale à l'Assemblée nationale.

---

# Présidentielles en France – une élection comme nulle autre

Ce qui se passe en France ce printemps est beaucoup plus qu'une élection, ou une suite d'élections, présidentielles et législatives. Les deux grands pôles de la vie politique française; le Parti socialiste et Les Républicains (droite) sont en crise.

Dans le cas du PS, la crise pourrait se révéler terminale. L'extrême droite et la gauche radicale occupent des espaces considérables dans la campagne et dans les sondages. Et la campagne a été marquée par tellement de rebondissements et coups de théâtre que tout semble encore possible. Nous assistons à une crise politique sans précédent de la Ve République qui ne sera pas résolue de si vite, quels que soient les résultats de la série électorale.

Depuis 1965, les élections présidentielles se suivaient et se ressemblaient. Au deuxième tour s'affrontaient des représentants des grands partis et alliances de droite et de gauche. Avec deux exceptions: en 1969 le vieux parti socialiste, la SFIO, n'était pas encore mort, bien qu'avec 5% au premier tour il fût aux soins intensifs; et le nouveau Parti socialiste, dont le chef sera François Mitterrand, n'était pas encore né. Le deuxième tour se passait donc entre le gaulliste Pompidou et le vieux routier centriste Alain Poher. La deuxième exception est plus récente. En 2002 Jean-Marie Le Pen du Front national s'est qualifié pour le deuxième tour face à Jacques Chirac, en dépassant le candidat socialiste et Premier ministre, Lionel Jospin, au premier

tour. Sur fond d'énormes manifestations contre le Front national, Chirac a remporté le deuxième tour de l'élection avec 82% des suffrages. Le danger était donc écarté – provisoirement, comme on allait voir.

### **La montée du Front national**

Le premier élément frappant de l'élection présidentielle de 2017 est la position de force avec laquelle Marine Le Pen a commencé la campagne. En 2002 son père avait fait 16,86% au premier tour, avec 4,8 millions de voix. En 2012 elle a obtenu 17,9% et 6,4 millions de voix. Avec 1% de plus, 2,4 millions de voix de plus. L'explication est simple: en 2002 le taux d'abstention au premier tour était de 28,4%; Le Pen n'a gagné que 300,000 voix par rapport à son score de 1995. Pas de percée fulgurante donc, il devait son succès au piètre score de Jospin: les électeurs socialistes avaient déserté leur candidat en grand nombre, pour revenir au deuxième tour afin de battre Le Pen. En 2012 Marine Le Pen a fait 2,8 millions de voix de plus que son père à l'élection de 2007, où Sarkozy avait mordu sur l'électorat du FN en reprenant une partie de son discours. Le FN a confirmé et élargi sa percée aux élections européennes de 2014, avec 24,86% des voix, ainsi qu'aux régionales de 2015, avec 27,73%. Et c'est avec un plancher de 25% que Marine Le Pen a commencé sa campagne de 2017. Nous avons donc une situation aussi ironique qu'inquiétante. C'est une candidate qui se situe à l'extérieur du jeu institutionnel qui représente l'élément de stabilité relative – une stabilité qui vient du fait que le vote FN aujourd'hui n'est plus essentiellement un vote de protestation, mais un vote d'adhésion. Alors qu'autour d'elle le Parti socialiste se délite, Jean-Luc Mélenchon, l'outsider de gauche, avance et le candidat officiel du PS, Benoît Hamon perd sur sa gauche face à Mélenchon et sur sa droite face à Emmanuel Macron. Quant à François Fillon, candidat de la droite, il donne une illustration de la corruption des élites françaises et voit aussi fuir certains de ses soutiens vers

Macron.

## **Essayons de voir comment les choses sont arrivées là.**

À droite, Nicolas Sarkozy avait été président de 2007 à 2012, avant d'être battu par François Hollande en 2012. Il n'avait jamais abandonné l'espoir de prendre sa revanche en 2017. Malgré le fait d'être embourbé dans une suite de scandales et affaires judiciaires, la plupart concernant de grosses sommes d'argent, il s'est présenté aux primaires de son parti, Les Républicains (LR). Parmi les autres concurrents, il y avait deux anciens premiers ministres, Alain Juppé et François Fillon. Juppé représentait le courant modéré, centre-droite, du parti et partait favori pour remporter la nomination. Fillon défendait une politique ultralibérale sur des questions socio-économiques. En fait, il se propose pour le rôle du Thatcher français (encore un...) avec ce que cela suppose en termes d'affrontement avec le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux. Il veut renégocier les accords de Schengen, dans un sens qui limiterait la liberté de circulation. Sur des questions de société il se situe sur le terrain catholique-conservateur. Il garde une position assez critique à l'égard des institutions européennes: en 1992 il avait fait campagne aux côtés de Philippe Séguin contre le Traité de Maastricht. Au premier tour des primaires, Sarkozy était éliminé et Fillon devançait Juppé. Le second tour confirmait la victoire de Fillon.

A priori, avec le discrédit du Parti socialiste, Fillon aurait pu être relativement sûr d'arriver en première ou deuxième place au premier tour et de battre Marine Le Pen au deuxième. Malheureusement pour lui, un scandale a éclaté, qu'on a vite nommé le Penelopegate. Il est apparu que sa femme avait été salariée comme attachée parlementaire de son mari et qu'elle aurait empoché pas loin d'un million d'euros au fil des années pour un travail qui, semble-t-il, n'a jamais été fait. Par la suite, on apprend que ses deux filles ont bénéficié du même traitement. Puis on a su que Fillon a reçu un prêt de 50,000

euros, non déclaré et sans intérêts, de la part d'un homme d'affaires: le même qui avait engagé et payé Penelope Fillon pour un travail journalistique aussi douteux que ses activités parlementaires. Enfin, il est apparu que Fillon a reçu en cadeau deux costumes d'une valeur de 13,000 euros d'un riche avocat. Fillon proclamait son innocence et assuré que s'il était mis en examen il se retirerait de la course à l'Élysée. Il a été mis en examen, il ne s'est pas retiré. Maintenant Penelope Fillon a aussi été mise en examen. L'effet de cette série de révélations a fait descendre Fillon dans les sondages, d'environ 25% à 17%. Pressé par la majorité des dirigeants de son parti à démissionner, il a résisté. Aux abois, il a appelé à un rassemblement à Paris pour le soutenir. Si la réponse était moins importante que Fillon l'a prétendu, il a quand même pu mobiliser quelques dizaines de milliers de personnes. Face à son obstination et sans avoir un candidat de remplacement crédible et qui faisait consensus, l'appareil de LR, suivi par les centristes de l'UDI, a dû se résigner à soutenir Fillon.

A côté d'une droite « républicaine » qui se débat avec les affaires, le tableau des autres partis n'est pas plus réjouissant, à l'exception de la France Insoumise. Notre dossier en 3 chapitres :

- [Un Parti socialiste en plein naufrage](#)
- [Macron et le FN au coude à coude](#)
- [Mélenchon : le diable insoumis est sorti de sa boîte](#)

---

## **PS : naufrage annoncé**

Le Parti socialiste abordait la campagne présidentielle dans le désordre, un désordre qui vient de loin. François Hollande

avait été élu président en 2012 sur un discours de gauche, déclarant notamment, «mon adversaire, c'est la finance». Il s'engageait aussi à contester la politique d'austérité européenne et à défendre une politique de relance, mais il s'est vite fait rappeler à l'ordre par Angela Merkel. Le quinquennat d'Hollande était le dernier en date d'une série désolante: Mitterrand, 1981-86 et encore 1988-93, Jospin 1997-2002. Après le tournant de la rigueur en 1983, la séquence était toujours la même: après une période où la droite était aux affaires, le PS arrivait au pouvoir plein de promesses, pour ensuite faire une politique en continuité avec celle de la droite. La suite était prévisible: en 1986, 1993 et 2002 la droite revenait en force au pouvoir. La série de gouvernements en alternance à partir de 1983 conduisait progressivement à un désillusionnement avec la politique et une crise de crédibilité des partis, qui de droite comme de gauche se suivaient en faisant essentiellement les mêmes politiques, connues diversement comme celle de la rigueur, du franc fort, d'austérité, de «réformes».

Pourtant l'effet sur le Parti socialiste (et parfois ses alliés communistes, comme en 2002) était pire, puisque l'écart entre les aspirations des électeurs de gauche et les promesses électorales de la gauche d'un côté, et de l'autre la politique gouvernementale, était plus grand. En plus, droite et gauche agissaient dans le cadre de, et avec le concours d'une Union européenne de moins en moins populaire. Le revirement de Mitterrand en 1983 et la politique de la rigueur coïncidaient avec la relance de l'UE sur des bases néolibérales, qui mènera à l'Acte unique en 1986 et le Traité de Maastricht en 1992. Ce qu'on appellera plus tard les élites politiques ont remporté de justesse le référendum sur Maastricht. En 2005 ils ont perdu celui sur le projet de Traité constitutionnel européen.

### **Le tournant de 2008**

Il y avait pourtant un tournant après la crise de 2008. Partout en Europe les gouvernements de droite et de gauche

imposaient les politiques dures d'austérité et de réformes structurelles, associées pour les pays de la zone euro avec des mesures contraignantes, tel le pacte fiscal. Cette politique, appliquée par Sarkozy, lui a coûté l'Élysée en 2012. Quand, après quelques hésitations, Hollande est rentré dans le rang, il a rencontré des résistances. Sous Jospin en 1997-2002 on avait vu des grèves et des manifestations contre la politique du gouvernement; mais les grands mouvements de 1995, 2003 et 2010 ont tous été dirigés contre des gouvernements de droite. Mais cette fois-ci c'était différent. La première moitié de l'année 2016 était marquée par un mouvement massif de grèves et de manifestations contre la Loi El-Khomri, qui démantelait une partie importante du Code du travail. Le gouvernement a eu recours à la répression à une échelle plus grande que n'importe quel gouvernement de droite ou de gauche depuis des décennies, utilisant même l'état d'urgence en vigueur depuis les attentats de novembre 2015 pour assigner à résidence des militants parmi les plus actifs. Le mouvement dans la rue était accompagné de débats houleux à l'Assemblée, avec le spectacle inouï de députés socialistes déposant une motion de censure, dans une tentative, qui n'était pas loin de réussir, de bloquer l'utilisation de l'article 49,3 qui permettait au gouvernement de faire adopter la loi Khomri sans majorité parlementaire. Ce mouvement sans précédent sous un gouvernement de gauche et sa répression ont eu des répercussions politiques sans précédent. Au mois d'avril 2016, la cote de popularité de Hollande était de 14%; en novembre il dégringole jusqu'à 4%, du jamais vu. Le 1er décembre 2016, François Hollande est devenu le premier président de la Ve République à renoncer à se présenter pour un deuxième mandat.

### **Une «belle alliance populaire»...**

Les primaires pour choisir un candidat socialiste pour l'élection présidentielle ont eu lieu en janvier 2017. Cinq jours après l'annonce de Hollande, Manuel Valls, Premier

ministre depuis 2014, a démissionné et s'est porté candidat. Il était le préféré de Hollande et de l'appareil du PS et portait une grande responsabilité pour l'évolution néolibérale et répressive du gouvernement. Mais à l'image des primaires de droite qui venaient d'avoir lieu, celles de la gauche étaient ouvertes à tous ceux qui considéraient comme leurs les «valeurs de gauche». Ainsi y a-t-il eu 1,6 million de votants au premier tour des primaires (baptisées celles de la «belle alliance populaire») et 2 millions au second. Pour mettre ces chiffres en perspective, en 2014 le PS avait 60,000 adhérents (173,000 en 2012). Les trois principaux candidats étaient Valls, Benoît Hamon et Arnaud de Montebourg, deux anciens ministres devenus opposants à la politique du gouvernement. Au premier tour Hamon est arrivé en première place, au second tour il a battu Valls. Il critiquait la présidence de Hollande pour ne pas avoir tenu ses engagements. Son programme envisageait l'augmentation des dépenses publiques, notamment sur la santé et l'éducation, la réduction du temps de travail, la taxation du capital et des personnes aisées et la mesure phare, un revenu universel minimum de 750 euros par mois.

Hamon a été élu par une bonne partie de ce qu'on appelle en France le «peuple de gauche». Si le vote avait été limité aux membres du PS, il n'aurait certainement pas gagné. Mais une fois vainqueur il n'était pas le candidat d'une «belle alliance populaire» qui n'avait jamais été plus qu'un slogan: il était le candidat du Parti socialiste. Candidat minoritaire dans le parti, encore plus dans le groupe parlementaire et l'appareil. Fort de plus d'un million de voix au second tour, il aurait pu mener une campagne large, indépendante de l'appareil. Mais il a fait le choix d'être le candidat du PS stricto sensu, ce qui l'amenait à faire des compromis avec les élus et l'appareil. Il a fini par perdre sur les deux tableaux. Son message est devenu brouillé, laissant un grand espace à Jean-Luc Mélenchon, candidat de la gauche radicale, sans vraiment convaincre la droite de son parti, pour qui il serait toujours trop à gauche. Certains commençaient déjà à

faire défection vers la candidature centriste d'Emmanuel Macron, ancien ministre de l'Économie de Hollande.

Ce n'est pas un hasard que dans les deux primaires c'étaient, contre toute attente, le candidat le plus à droite, Fillon, et le candidat le plus à gauche, Hamon qui ont gagné. C'était l'expression au sein des partis traditionnels d'une polarisation représentée de manière plus aiguë par Le Pen et Mélenchon. À droite, le noyau dur de l'électorat de LR a voulu que leur parti mène une vraie offensive contre le monde du travail. Fillon s'engageait à licencier 500,000 fonctionnaires, abroger la loi sur les 35 heures hebdomadaires, baisser les impôts sur les couches aisées et les entreprises. Il était largement soutenu par les milieux patronaux. À gauche Hamon a été élu par ceux qui voulaient une vraie rupture avec le quinquennat de Hollande et plus largement avec le social libéralisme du PS.

Signe de la profonde crise sociale en France, sur tous les côtés les gens cherchent une rupture, un renouveau. Chacun à sa manière les cinq candidats principaux veulent incarner cette rupture, être l'homme ou la femme du renouveau. Nous reviendrons sur Le Pen et sur Mélenchon. Regardons maintenant le dernier venu, qui peut même rafler la mise.

Suite du dossier:

- [Macron et le FN au coude à coude](#)
  - [Mélenchon : le diable insoumis est sorti de sa boîte](#)
-

# Macron et le FN au coude à coude

## Le candidat de la finance

Emmanuel Macron est le plus jeune des candidats et le moins expérimenté politiquement. Sorti en 2004 de l'ENA, le vivier des hauts fonctionnaires et de la plupart des dirigeants politiques français, il est nommé inspecteur des finances. En 2008 il devient banquier d'investissements à la Banque Rothschild, où il empoche la bagatelle de 2,9 millions d'euros, notamment pour avoir aidé Nestlé à faire une OPA. En 2010 il devient conseiller économique à François Hollande, en 2012 secrétaire général adjoint à l'Élysée, en 2014 ministre de l'Économie, où il introduit en 2015 la loi qui porte son nom et qui comporte de nombreux cadeaux aux milieux d'affaires. Face à la fronde d'une partie du groupe parlementaire socialiste, cette loi a dû être adoptée par le recours au 49.3.

Macron a démissionné du gouvernement en août 2016, peu après avoir fondé son propre mouvement, En Marche! Le 16 novembre, il annonce sa candidature à la présidence. Il faut un certain culot pour se présenter comme porteur du neuf quand on a été un des principaux architectes du quinquennat de Hollande et tout particulièrement de son évolution à droite. Mais c'est ainsi que Macron aborde la campagne. Son programme est parfaitement social libéral. Dans une conférence de presse le 1<sup>er</sup> mars il se défendait d'être le «candidat de l'oligarchie financière». Il a bien besoin de se défendre, sur ce terrain il est éminemment attaquable. La taxe européenne sur les transactions financières? – «ce n'est pas la priorité», dit-il. Il est pour assouplir les règles imposées aux banques et assureurs: il veut «réformer en profondeur» l'Impôt sur la fortune dans un sens favorable aux actionnaires; il propose de

baisser le taux d'impôt sur les sociétés de 33,3% à 25% et supprimer la progressivité de l'impôt sur les revenus du capital. Côté social – n'oublions pas que dans «social-libéral» le substantif est libéral et l'adjectif social – il veut seulement couper les effectifs du secteur public de 50,000 salariés, réduire les dépenses publiques par 60 milliards, faire un paquet de relance économique de 50 milliards d'euros.

Dans une autre élection, Macron aurait pu espérer faire un bon score, peut-être en arrivant troisième comme le centriste François Bayrou en 2007, et hausser son profil politique. Mais cette élection est différente et certains facteurs le favorisent. D'abord il y a la volatilité généralisée, l'affaiblissement de loyautés envers les partis, la recherche du nouveau. Ensuite, la crise des deux grandes formations, exprimées par les candidatures de Fillon et de Hamon. On dit que cela aurait pu être différent si les candidats en face étaient Juppé et Valls. Sans doute, mais ce n'est pas un accident que ce sont Fillon et Hamon. Enfin, les déboires de Fillon ont ouvert un grand espace pour Macron. Il peut se présenter comme le meilleur bouclier contre Le Pen. Son programme convient aux milieux patronaux et aux banques, même si certains préfèrent Fillon et d'autres s'inquiètent de son manque d'expérience et la faiblesse de son mouvement. Il est largement soutenu par les médias en France et en Europe. Il a pourtant deux points faibles. D'abord, son programme taillé aux besoins de la finance et ses liens avec la Banque Rothschild l'exposent aux attaques, aussi bien de Le Pen que de Mélenchon. Ensuite tout neuf qu'il veut se présenter et n'ayant jamais été membre du PS, il est quand même fortement responsable pour la politique de Hollande. Il semble que Fillon se prépare à lancer une offensive sur ce thème-là.

Les ralliements en série de responsables socialiste à sa candidature sont une expression de la crise du PS. Mais pour Macron, cela représente une arme à double tranchant. D'un côté

ils affaiblissent Hamon – mais ce n'est plus vraiment nécessaire. D'un autre, ils gênent la tentative de Hamon de s'émanciper du bilan du quinquennat et d'être, suivant une formule un peu fatiguée, «ni de droite ni de gauche». Ainsi à l'annonce de Manuel Valls qu'il allait voter pour Macron, ce dernier était visiblement soulagé quand l'ancien premier ministre a ajouté qu'il ne voulait pas rejoindre sa campagne et n'avait rien à lui demander.

## **La candidate à abattre**

Pour les autres prétendants à l'Élysée, Le Pen reste la candidate à abattre. Sa base reste solide, le pourcentage des sondés qui indiquent qu'ils sont certains de voter pour elle dépassant celui de tous les autres candidats. Mais elle ne progresse pas vraiment; au dernier sondage elle était à 25% contre Macron à 26%. Le tout est de savoir jusqu'où elle peut élargir son électorat. Depuis qu'elle a pris la direction du FN en 2011, elle a fait un véritable «tournant social». Elle propose de garder la semaine des 35 heures, baisser l'âge de la retraite, réduire les impôts sur les ménages et augmenter les allocations sociales. Sur le plan économique, elle est protectionniste. Mais ce protectionnisme social est pour les Français. Le Pen maintient la politique traditionnelle de son parti sur l'immigration, qu'elle veut réduire à 10,000 par an. Et si elle veut quitter l'OTAN, elle veut aussi augmenter les dépenses militaires à 3% du GDP.

Cette évolution sociale inquiète l'aile la plus traditionnelle des partisans du FN, représentée notamment par sa nièce, Marion Maréchal-Le Pen, qui est plus libérale sur l'économie, plus conservatrice que sa tante sur l'avortement, par exemple, catholique pratiquante. On peut y voir un conflit potentiel. On peut aussi voir une complémentarité: Marine Le Pen et son équipe peuvent s'adresser aux électeurs de gauche, sa nièce peut plus facilement trouver une audience chez ceux de Fillon, dont 38% se disent prêts à voter Le Pen.

On peut être sûr qu'une fois au pouvoir le discours social céderait la place aux exigences patronales. Au-delà, une victoire de Le Pen renforcerait qualitativement et systématiserait toutes les tendances à la militarisation de la police, la répression systématique, les attaques contre les droits de salariés et les droits démocratiques, le racisme et la xénophobie qui sont déjà présents en France.

---

## **Mélenchon : le diable insoumis est sorti de sa boîte**

La candidature qui progresse le plus en ce moment est celle de Jean-Luc Mélenchon, qui conteste de manière conséquente l'ordre néolibéral aussi bien que l'extrême droite. Mélenchon avait mené une bonne campagne en 2012 comme candidat du Front de gauche. Son score de plus de 11% représentait un succès dans un contexte où il y avait une forte pression pour un vote utile pour François Hollande, y compris pour être sûr que Marine Le Pen ne répète pas l'exploit de son père en 2002. Le Front de gauche n'existe plus comme force nationale, bien qu'il subsiste dans certaines régions. Il faudrait bien analyser un jour ses forces et ses faiblesses et les causes de son éclatement. C'est une question qui ne concerne pas que la France. Mélenchon aurait pu se replier sur le Parti de gauche, dont il était le principal dirigeant. Ce n'est pas ce qu'il a fait. Il a lancé un mouvement qui s'appelle la France insoumise, dans lequel il y a des militants encartés, au Parti de gauche, mais aussi ailleurs, et beaucoup d'autres qui ne le sont pas. Le Parti communiste a décidé à l'automne dernier, après des débats difficiles, de soutenir la candidature de

Mélenchon. Mais beaucoup de militants et responsables de ce parti, et notamment l'ancienne secrétaire nationale Marie-George Buffet, s'étaient déjà engagés avec lui bien avant. Sa campagne avait été lancée en février 2016. Son programme, *l'Avenir en commun*, a été publié en décembre. Il faut le lire. Bien sûr, il prône la rupture avec l'austérité et les recettes néolibérales, la reconstruction et extension de l'État social. Il y a une forte dimension écologique, tout à fait centrale au projet. Aussi central, la proposition d'une Assemblée constituante, d'une VIe République, avec des droits démocratiques et d'intervention populaire étendus, avec notamment l'abolition de la monarchie élective que représente la Présidence de la République.

Sur l'Europe, ou plutôt l'Union européenne, Mélenchon a une position radicale. Le Parti de gauche participe activement aux initiatives européennes du «Plan B», dont le point de départ est le constat qu'il ne sert à rien d'avoir un programme de transformation sociale, économique et politique, un Plan A, donc, si on n'a pas un Plan B pour faire face à l'opposition prévisible de l'Union européenne. Le programme propose une refondation démocratique, sociale et écologique de l'UE, ce qui nécessiterait de sortir des traités actuels, avec en cas d'échec, des propositions pour se défendre contre l'Europe de la finance, avec la transformation de l'euro en monnaie commune et plus unique, n'excluant pas une sortie de l'UE.

Les autres candidats ont aussi évidemment des positions sur l'Europe. Le Pen propose, dans une optique purement nationaliste, de sortir de l'euro et de tenir un referendum sur l'appartenance à l'UE. Les autres candidats ne contestent pas l'UE actuelle, prônant chacun plus d'intégration, sur des bases intergouvernementales pour Fillon, avec la création ou renforcement des institutions européennes pour Macron et Hamon.

**Le meilleur ou le pire**

Il serait plus que hasardeux, à trois semaines du premier tour, de prédire le résultat. Essayons simplement de résumer la situation actuelle. Le Pen reste dans une position de force et semble sûr d'être au second tour. Son élection est improbable, mais malheureusement pas impossible. Cela dépend de facteurs comme le report de voix des autres candidats, le niveau d'abstention, le fait que plus de 40% des électeurs restent indécis et même de choses imprévisibles qui peuvent intervenir d'ici le 23 avril. Macron reste en tête des autres candidats, mais son soutien semble relativement poreux et il est vulnérable aux attaques. Il est difficile d'imaginer que Fillon remonte, bien qu'il ait, à la différence de Macron, une machine de parti derrière lui.

Jean-Luc Mélenchon a souffert, dans un premier temps, de l'arrivée de Hamon, dont les positions sur certaines questions ne sont pas trop éloignées des siennes, avec l'exception importante de l'Europe, ce qui implique aussi une divergence sur l'OTAN, que Mélenchon propose de quitter. Pourtant les diverses tentatives d'aboutir à une campagne commune, soutenues notamment par le Parti communiste, ont toujours été problématiques. Cela aurait peut-être été possible si Hamon s'était émancipé de l'appareil socialiste. Mélenchon a commencé à remonter à partir du grand débat télévisé du 20 mars et à creuser un écart avec Hamon. Un sondage publié le 31 mars par *Le Point* donnait Mélenchon à 16% et Hamon à 8%. On commence à entendre des appels à Hamon à se retirer. Dans un autre sondage publié par le *Journal du dimanche* 2 avril, 44% des sondés pensent que Mélenchon incarne le mieux «les idées et les valeurs de la gauche», contre 31% pour Hamon et 21% pour Macron. Fillon est actuellement à 17%. S'il n'arrive pas à remonter et si Mélenchon maintient sa progression, le candidat de la France insoumise pourrait se trouver en troisième position. À partir de là, tout devient possible.

Pour la gauche française dans son ensemble, tout est déjà possible, le meilleur comme le pire. Le pire serait que la

déroute prévisible du PS aux législatives et sa probable fragmentation entraînent toute la gauche dans sa chute. Le meilleur serait qu'il émerge du naufrage une force de gauche radicale conséquente. Il n'est pas exagéré de dire que l'avenir d'une telle force dépend pour beaucoup du succès ou de l'échec de la campagne de Jean-Luc Mélenchon.

Suite du dossier:

- [Un Parti socialiste en plein naufrage](#)
- [Macron et le FN au coude à coude](#)

---

## **Pays-Bas : une défaite pour Wilders, mais pas pour la droite**

Les élections législatives aux Pays-Bas ont eu lieu le 15 mars, les premières dans une série qui se poursuivra en avril-mai-juin en France et en septembre en Allemagne.

A l'issue du scrutin, pas moins de 13 partis se trouvent représentés au Parlement. C'est dû en partie au mode de scrutin, à la proportionnelle intégrale. Mais aussi à l'affaiblissement de l'adhésion des électeurs aux grands partis traditionnels, ce qui libère des espaces et donne à la vie politique néerlandaise un caractère volatile et imprévisible, loin de la stabilité qui a marqué les décennies après 1945. C'est évidemment la conséquence des années de

crise, de l'austérité, des attaques contre l'Etat social, du creusement des inégalités, dont la responsabilité est partagée par les partis de gauche et de droite.

C'est dans ce contexte que nous avons vu la montée de formations de droite «populiste», d'abord celui de Pim Fortuyn, assassiné en 2002, ensuite le PVV de Geert Wilders. Nous utilisons le mot «populiste» parce qu'il fait partie du débat politique, mais il convient de le manier avec prudence. Il rivalise avec «eurosceptique» comme mot qui obscurcit plus qu'il n'éclaire; et il est utilisé par les gouvernants de l'Europe et les média pour désigner tous ceux, à gauche aussi bien qu'à droite, sortent du cadre de ce qui a été appelé «l'extrême centre» de la politique néolibérale, dont l'adhésion acritique à l'Union européenne fait partie intégrante.

Le premier enjeu des élections néerlandaises était de savoir qui, du parti de Wilders ou de celui du Premier ministre sortant, Mark Rutte, le VVD, allait sortir vainqueur, c'est-à-dire avec le plus de voix et de sièges (car personne ne pouvait aspirer d'être majoritaire). Pendant un moment les sondages donnaient Wilders vainqueur et ce dernier se précipitait à vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, en multipliant les déclarations triomphalistes. En fin de compte le VVD a obtenu 33 sièges (sur 150) et le PVV 20. En fait, le parti de Rutte avait perdu par rapport à 2012 un quart de ses voix, 8 sièges et 5% des suffrages. Et le PVV a gagné 5 sièges et 3% des suffrages de plus. Néanmoins l'objectif de Wilders était d'arriver le premier et l'objectif de Rutte (et de tout l'establishment politique) était de l'en empêcher: il s'agit donc d'un sérieux revers pour Wilders.

Les résultats étaient accueillis en Europe avec beaucoup de soulagement, comme l'ont témoigné les déclarations de Merkel, Hollande et Juncker, entre autres. Dans un premier temps les média n'hésitaient pas à parler d'une grande victoire contre le populisme. Cela n'a duré que moins de 24 heures et puis ils

ont commencé à dire que c'était plus compliqué que cela. A juste titre, comme on verra.

Malgré ses pertes, Rutte est donc sorti vainqueur et aura très probablement la tâche de former un nouveau gouvernement. Il a perdu des plumes, mais comme l'a dit le correspondant du Financial Times à La Haye, il a eu «une défaite très réussie». Il en sort en nettement meilleure forme que son partenaire au gouvernement depuis 2012, le PvdA, social-démocrate, dont les résultats ont été franchement catastrophiques. Il est tombé de 24,8% à 5,7% et de 38 sièges à 9. Le VVD a pu limiter les dégâts, car le gros de sa base conservatrice a compris sa politique d'austérité. Ce n'était pas le cas de l'électorat populaire du PvdA, qui a plus souffert de cette politique.

Qui a donc vraiment gagné? A droite et au centre, il y avait le CDA (démocrates-chrétiens) et les libéraux centristes du parti D66. Ils ont tous les deux progressé de 4% et se trouvent avec 19 sièges chacun. L'autre gros gagnant, en fait le plus gros gagnant, est le parti de la Gauche verte, qui est passé de 2,3% en 2012 à 8,9%, arrivant même en tête à Amsterdam. C'est le résultat de la campagne menée par son nouveau dirigeant, Jesse Klaver, qui a fait le choix de s'opposer frontalement à Wilders sur les questions de l'Europe et de l'immigration, et qui a absolument réussi son pari. Depuis mercredi, dans les médias internationaux, on parle systématiquement des «Verts». Or, la Gauche verte est bien verte, elle a une dimension écologique conséquente. Mais elle est aussi de gauche: elle a ses racines dans la convergence d'eurocommunistes, écologistes et autres au début des années 1990, suite à la dissolution du Parti communiste. Elle est restée pendant des années assez marginale, avant de renaître au cours de cette campagne. Le Parti socialiste (SP), gauche radicale, est resté stable, avec 9,2% et 14 sièges, un de moins qu'en 2012.

## Défaite du «populisme»?

Revenons à la «défaite du populisme». Le cœur du discours de Wilders est dirigé contre les immigrés. C'est avant tout un discours islamophobe, les deux grandes communautés immigrées aux Pays-Bas étant turque et marocaine: il parle de fermer les mosquées et d'interdire l'entrée au pays aux Musulmans, en utilisant des termes comme «racaille marocaine». Il prône aussi la sortie de l'Union Européenne, mais cela fait partie aujourd'hui du débat mainstream aux Pays-Bas. Mais la xénophobie et le racisme ne se limitent pas au parti de Wilders. Il y a un déplacement à droite du discours sur l'immigration (entre autres sujets). En grande partie sous la pression de Wilders, certains de ses thèmes sont repris, en des termes plus modérés, par certains partis de droite. C'est notamment le cas du VVD et du CDA, qui ont tous les deux droitisé leur discours. Ainsi, Rutte appelle les immigrés à «se comporter normalement ou de partir» et il a salué sa victoire mercredi soir en déclarant que les électeurs avaient rejeté «le mauvais genre du populisme», le sien étant sans doute le bon. Quant au CDA, il prône l'interdiction de la double nationalité. Le discours de ces partis est plus policé, mais le contenu se rapproche de celui de Wilders. En plus, il y a un nouveau venu au Parlement, avec deux sièges: son nom anodin, Forum pour la démocratie, ne devrait pas tromper. Il s'agit d'un parti d'extrême droite dont le but avéré est de défendre essentiellement la même politique que Wilders, mais sans les excès de langage de ce dernier. Son dirigeant, Thierry Baudet, a été le principal organisateur de la campagne victorieuse pour le non dans le référendum sur l'Accord d'Association: une campagne qui n'avait pas grand-chose à voir avec l'Ukraine, mais dont l'objectif était d'infliger une défaite à la politique européenne du gouvernement.

La formation d'un nouveau gouvernement sera sans doute longue et laborieuse. Les deux partenaires les plus évidents du VVD sont le CDA et D66. Mais avec ces trois partis on arrive

seulement à 71 sièges. A partir de là il faut soit ajouter le soutien de petits partis de droite, soit inclure la Gauche verte, à supposer que ce parti soit d'accord. Cela semble difficile. La participation à un gouvernement dominé par la droite pourrait mal se terminer pour la Gauche verte; et sa présence pourrait aussi, du point de vue de Rutte, affaiblir la cohésion du gouvernement.

A la fin de la dernière législature, le 23 février, le CDA avait déposé la proposition de lancer une enquête, sous la direction du Conseil d'Etat, pour savoir si les Pays-Bas devaient garder ou abandonner l'euro et dans le deuxième cas, comment le faire. La proposition a été approuvée à l'unanimité. Il faut espérer que cela conduira à un grand débat public, quelque chose qui est trop rare dans l'Union européenne. On entend dire que le résultat des élections a été une victoire des partis «pro-Européens». C'est à nuancer. Deux partis se profilent comme vraiment Européanistes: il s'agit de D66 et de la Gauche verte. Quant au VVD et au CDA, on pourrait les caractériser comme «Euro-pragmatistes»: ils sont pour l'Union européenne tant que cela profite aux entreprises néerlandaises sans coûter trop cher, mais ils pourraient changer d'avis: et ils ne sont certainement pas fédéralistes. Quant au Parti socialiste, il ne prône pas la sortie de l'Union européenne, mais il tient un discours très critique, y compris sur l'euro.

La situation de la gauche au sens large n'est pas bonne: incluant le PvdA, elle a 37 sièges sur 150. Sans pleurer le sort des sociaux-démocrates, on devrait quand même être conscient qu'il s'agit de construire une nouvelle gauche. La Gauche verte a fait un bond en avant, mais ses bases politiques semblent floues. Le Parti socialiste a certes des faiblesses, mais il a aussi des atouts et une force militante. Il devrait s'interroger sur une campagne où il n'a pas réussi à percer.

---

# Février 1917 : spontanéité et organisation

Il ne fait aucun doute que la révolution de février était le produit d'une irruption spontanée. Aucun parti, aucun dirigeant n'a planifié les événements. Personne n'a compris que les grèves et manifestations qui ont commencé le 23 février allaient aboutir au bout de quelques jours à la chute de l'autocratie.

Trotsky, qui allait jouer un rôle de premier plan dans la révolution mais qui se trouvait à New York quand elle a éclaté, affirmera plus tard : « personne, absolument personne – on peut l'affirmer catégoriquement d'après tous les documents – ne pensait encore que la journée du 23 février marquerait le début d'une offensive décisive contre l'absolutisme ».

Lénine, qui deviendra le principal dirigeant de la révolution, déclara dans un discours devant les jeunesses socialistes suisses, le 9 janvier 1917 à Zurich: «le silence de mort qui règne actuellement en Europe ne doit pas nous faire illusion. L'Europe est grosse d'une révolution », en analysant ensuite la guerre et ses conséquences. Mais il a été si loin d'imaginer que cette révolution était sur le point de commencer en Russie qu'il a conclu son discours en disant : « nous les vieux, nous ne verrons peut-être pas les luttes décisives de la révolution imminente ».

Soukhanov, un menchevik de gauche, qui à la différence de Lénine et Trotsky était présent à Petrograd et nous a laissé un témoignage passionnant des journées de février, affirme :

« pas un seul parti se préparait au grand bouleversement. »

Pour sa part, le bolchevik Kaiurov, qui joua un rôle actif dans l'insurrection, affirmera plus tard que le 23 février, « personne ne pensait à une telle possibilité imminente de révolution ».

### **Spontanéité, mais...**

Il est clair donc que la révolution était le fruit d'une explosion spontanée de femmes et d'hommes, d'ouvrières et d'ouvriers, qui en avaient eu assez des pénuries alimentaires. Révolution spontanée donc : personne ne l'a prévue, personne ne l'a appelée. Pourtant, il faudrait compléter et nuancer cette appréciation.

Il ne faut pas imaginer qu'avant la révolution la population russe et la classe ouvrière en particulier n'était qu'une masse amorphe. D'abord, la révolution de 1905 était tout récente. Des centaines de milliers d'ouvriers qui y avaient participé étaient encore en activité. Et une forte minorité était directement influencée par les différents courants du Parti ouvrier social-démocrate (1). Parmi eux le courant bolchevik était de loin le plus actif.

Sur un arrière-fond de combativité ouvrière renouvelée, les bolcheviks profitaient des quelques acquis de la révolution de 1905. En décembre 1910 ils ont lancé un hebdomadaire légal, *Zvezda*, qui en l'espace de quelques mois est passé de paraître une fois par semaine à deux et puis trois fois. En avril 1912 ils ont lancé le quotidien *Pravda* qui a rapidement atteint une circulation d'entre 40,000 et 60, 000 exemplaires, chiffre énorme pour la Russie de l'époque, autour duquel étaient organisés des groupes de lecteurs. L'autre grand axe du travail légal est représenté par la fraction parlementaire bolchevique. Aux élections pour la quatrième Douma (parlement) en 1912, les bolcheviks ont fait élire six députés contre sept

pour les mencheviks. Mais les collèges électoraux où furent élus les députés bolcheviks regroupaient 1.144,000 ouvriers d'industrie contre 136,000 pour les mencheviks. La Douma n'avait que peu de pouvoirs, mais les députés avaient un statut protégé, au moins jusqu'à l'éclatement de la guerre, quand ils ont été arrêtés. Ils ont non seulement pu faire des discours au Parlement qui étaient ensuite imprimés et diffusés : ils avaient aussi la possibilité de se déplacer dans les quartiers populaires et assurer les liens avec les structures clandestines du parti.

### **Le parti clandestin**

En 1913, le directeur du département de police tsariste écrivait : « il y a maintenant des cercles, cellules et organisations bolchevistes dans toutes les villes. Une correspondance et des contacts permanents ont été établis avec presque tous les centres industriels ». En juin 1916 un rapport de la police estimait qu'il y avait 2,000 bolcheviks à Petrograd. A la fin de cette année, Chlyapnikov, représentant du comité central à Petrograd, donnait une estimation de 3,000. A titre de comparaison, en février 1917 à Petrograd il y avait quelques centaines de mencheviks et 150 militants du courant de Trotsky. Un recensement rétrospectif de 1922 arrive à un chiffre de 23,000 bolcheviks dans tout l'empire russe. Dans des conditions de clandestinité et de répression, c'était considérable. Si ce n'était pas encore un parti de masse, c'était un socle solide pour l'émergence d'un tel parti une fois l'autocratie renversée.

Trois mille bolcheviks à Petrograd, cela voulait dire des groupes dans toutes les usines et dans les quartiers populaires. Un travail était aussi entretenu en direction des soldats stationnés à Petrograd. Quant aux marins de la Flotte de la Baltique, stationnés surtout à Kronstadt, et qui joueront un grand rôle dans la révolution, le travail clandestin parmi eux n'avait jamais complètement cessé depuis

1905 et se poursuivait pendant la guerre, malgré la répression et les arrestations.

Dire que la révolution de février fut spontanée au sens d'avoir démarré des usines sans appel d'un parti quelconque ne signifiait pas qu'il n'y avait pas d'organisation ni de direction pendant la semaine du 23 au 27. Ce sont les militants dans les usines et les quartiers qui dirigeaient le mouvement, qui organisaient les grèves et les manifestations. Et pas le moins important, qui allaient à l'encontre des soldats et nouaient le dialogue avec eux. Dans moins d'une semaine le mouvement est passé de grèves et manifestations contre la pénurie alimentaire aux revendications politiques qui culminaient dans celle du renversement de l'autocratie et d'une république démocratique. Cette évolution n'est pas tombée du ciel. Elle était le fruit de l'expérience de 1905, de la propagande social-démocrate systématique, mais aussi du travail de ses militants au jour le jour.

Le 25 février, le rapport de la police secrète tsariste prônait la fermeté contre les manifestations, notant les débuts de fraternisation entre les soldats et les manifestants. Le rapport se concluait : « Si le moment devait être perdu et la direction prise par la couche supérieure du mouvement clandestin révolutionnaire, les événements assumeraient des proportions très larges ». C'est exactement ce qui s'est passé.

Quant à l'identité de cette « couche supérieure du mouvement clandestin », il n'y a pas de mystère. Dans son « Histoire » de la révolution Trotsky pose la question, « qui dirigeait la révolution de février ? » et arrive à la conclusion : « des ouvriers conscients et bien trempés qui surtout, avaient été formés à l'école du parti de Lénine ». Au cours de l'année 1917, ce parti gagna, par un travail politique patient, l'adhésion de la majorité des ouvriers et des soldats, au cours d'une série d'épreuves où les contradictions et les

débats du processus révolutionnaire s'exprimaient aussi dans ses propres rangs.

---

Note 1. Comme la plupart des autres partis de gauche, membres de la Deuxième internationale, le parti russe s'appelait « social-démocrate ». Ce n'est qu'après le schisme du mouvement socialiste international autour de la guerre en 1914 et la Révolution russe que le courant révolutionnaire adoptera l'appellation « communiste ». Les principaux courants du parti social-démocrate à Petrograd étaient les bolcheviks, les mencheviks et les mezhrayontsi, le courant de Trotsky.

---

## **1917: la Révolution de février**

*Cette année marque le centième anniversaire de la Révolution russe. Goosch va publier une série d'articles au cours de l'année pour retracer les étapes de cette révolution. Nous ne serons pas les seuls à nous y intéresser. Pour certains, ce sera l'occasion de réduire l'événement à un putsch dirigé par le Parti bolchévique et de télescoper deux décennies d'Histoire pour montrer une continuité entre la révolution et sa négation stalinienne, qui culminait dans la terreur des années 30. Dans le but évident de discréditer l'idée même de révolution. Nous voulons au contraire démontrer le caractère de masse, donc démocratique de la Révolution de 1917.*

# La révolution

Il n'y a pas une seule définition de ce qui constitue une révolution. Mais un élément clef est celui avancé par Léon Trotsky, qui était à la fois un de ses principaux acteurs et auteur de la première grande histoire de la Révolution russe. Pour lui, «le trait le plus incontestable de la Révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements. (...) L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées».

C'est justement ce qui se verra tout au long de l'année 1917. Et nous essayerons de comprendre pourquoi et comment ces «masses» ont fait irruption et comment leurs actions ont culminé dans la Révolution d'octobre. L'histoire de la révolution est aussi, bien sûr, celle de partis et de leurs dirigeants. Mais dans une véritable révolution, les partis et leurs dirigeants sont jugés par leur capacité de comprendre les événements et les aspirations populaires et d'avancer des propositions qui correspondent à la situation. Et ceux qui ne sont pas à la hauteur, cèdent la place à ceux qui le sont.

## Février 1917

La révolution éclate dès le mois de février. En quelques jours, l'autocratie des tsars Romanov, une dynastie au pouvoir depuis trois siècles, est renversée. Comme toujours, personne ne l'a vue venir, même et peut-être surtout ceux qui œuvraient pour une telle issue. Il ne s'agit pourtant pas d'un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Cette révolution venait de loin, mais aussi de tout près.

La révolution venait de loin, parce qu'il y avait eu en 1905 ce qu'on pourrait appeler une répétition générale. Tous les acteurs qui allaient marquer l'année 1917 étaient déjà en place. Au niveau des classes sociales, l'aristocratie, socle du régime, la nouvelle bourgeoisie capitaliste, la classe

ouvrière, la paysannerie. Sans oublier les nationalités enfermées dans cette «prison de peuples», qui luttèrent pour le droit de déterminer leur propre avenir. Sur le plan politique, il y avait notamment les partis conservateurs; les partis libéraux partisans d'un régime constitutionnel, monarchie ou république; les différents courants sociale-démocrates et socialistes révolutionnaires.

Dans ce panorama, il faut distinguer la nouvelle bourgeoisie et la jeune classe ouvrière, les deux classes fondamentales et antagonistes dans le mode de production capitaliste qui s'imposait inexorablement sur une société archaïque à peine sortie du féodalisme, où la paysannerie constituait l'écrasante majorité de la population. La bourgeoisie, tout en se renforçant sur le plan économique, était politiquement faible. Elle avait tellement peur des ouvriers et de la révolution qu'elle ne pouvait pas s'émanciper des anciennes classes dirigeantes et de l'autocratie. La classe ouvrière par contre était jeune, dynamique, combative, concentrée dans les entreprises modernes et énormes. L'enjeu de la révolution se résumera à la question: laquelle de ces deux classes allait prendre le devant?

La révolution de 1905 avait été défaite. Mais elle a laissé des traces. Un Parlement (la Douma) avec des pouvoirs très limités, une presse sujette à la censure, mais qui existait. Mais surtout la mémoire des soviets, ces conseils ouvriers et populaires qui étaient la forme d'organisation et d'action du mouvement ouvrier et qu'on retrouvera en 1917.

## **Des grèves politiques**

La défaite de la révolution de 1905 a entraîné une forte répression. Mais le mouvement ouvrier commence à remonter la pente à partir de 1912. Un indice utile du niveau de mobilisation est fourni par les chiffres des grèves politiques, c'est-à-dire qui dépassaient le niveau de l'entreprise et des revendications immédiates. Les trois

revendications centrales des bolcheviks, qui constituaient le plus fort courant sociale-démocrate au début de 1917, avaient toutes un caractère politique, global, dirigé contre le régime: une république démocratique, la journée de huit heures, l'expropriation des grandes propriétés terriennes.

En 1905, il y avait eu 1,8 millions de journées de grève politique. Au creux de la vague, en 1909-11, quelques milliers par an. En 1912, on compte 550,000 journées, en 1913, 502,000 et pour les six premiers mois de 1914, 1.059,000. En juillet 1914, juste avant l'éclatement de la première guerre mondiale, il y avait une grève générale à St Petersburg, avec des barricades et des batailles rangées avec la police.

L'éclatement de la grande guerre a déclenché une vague de chauvinisme, en Russie comme ailleurs. Dans un premier temps donc, l'élan des luttes ouvrières est brisé. Mais au fur et à mesure que les effets de la guerre se font sentir, le mécontentement s'accroît et crucialement, il touche les soldats.

Pour reprendre les chiffres des grèves, on voit une nouvelle remontée: 150,000 journées en 1915, 300,000 en 1916, plus de 500,000 pour les deux premiers mois de 1917. Au cours de ces grèves, les ouvriers étaient parfois aidés par des soldats: des liens ont été tissés.

La guerre a mis à nu toute l'arriération de l'empire russe. De tous les principaux pays belligérants de la Première guerre mondiale, la Russie était la moins équipée pour conduire une guerre moderne, surtout face à la puissance économique et militaire de l'Allemagne. Une série de défaites militaires et le manque d'équipements a conduit à une désaffection croissante dans les rangs de l'armée, aux refus de combattre, aux désertions. Elle a aussi produit des pénuries alimentaires dans les villes, ce qui fournira l'étincelle pour la révolution de février.

Le 9 janvier 1917, jour de la commémoration du Dimanche sanglant, le massacre de manifestants pacifiques, qui avait déclenché la révolution en 1905, 150.000 ouvriers de Petrograd ont participé à une grève politique. Parmi les plus de cent

entreprises qui ont débrayé ce jour-là, certains faisaient grève pour la première fois depuis 1905. Au cours des manifestations ouvrières de rue on pouvait voir des soldats applaudir et toucher leurs casquettes en signe de solidarité. Le 14 février, jour de l'ouverture de la Douma, plus de soixante usines ont débrayé. Le 18, une grève a démarré dans un atelier des gigantesques usines Putilov. Le 21, les grévistes ont été licenciés. La grève s'étendait alors à d'autres ateliers et le 22, la direction a lockouté les 30.000 ouvriers de l'usine.

## Février

Le 23 février, c'était la Journée internationale des femmes. La veille, un groupe de femmes a discuté avec un dirigeant ouvrier du comité bolchevique du quartier ouvrier de Vyborg, Kaiurov, qui leur a conseillé de rester calmes, de ne pas faire grève. Les conseils de caution de Kaiurov exprimaient l'analyse des dirigeants locaux, que l'heure de l'affrontement n'était pas encore arrivée, qu'ils n'étaient pas assez forts, que la liaison avec les soldats n'était pas assez solide.

Pourtant, le lendemain les événements se sont précipités. Quelques usines du textile, à main d'œuvre féminine, ont débrayé, exigeant du pain: des usines de Vyborg ont aussi fait grève pour protester contre le manque de pain noir dans les boulangeries. Le 16, le rationnement de pain avait été introduit et dans la semaine qui suivait le mécontentement des femmes, qui faisaient la queue devant les boulangeries, s'exprimait fortement et parfois violemment. Ce fut aussi le cas le 23. Petit à petit, la grève s'étendait à d'autres quartiers et les grévistes partaient en manifestation, rejoints notamment par des étudiants. Des drapeaux rouges commençaient à faire leur apparition. Au cours des jours suivants on entendait de plus en plus, «à bas l'autocratie!» et «à bas la guerre!»

En évoquant les événements six ans après, Kaiurov rappelait

aussi son indignation devant le manque de discipline des femmes. Pourtant il a conclu: «Mais une fois qu'il y a une grève de masse, il faut appeler tout le monde à descendre dans la rue et en prendre la direction». Le 25, les bolcheviks de Petrograd lançaient un appel à la grève générale. Il était temps. A ce moment-là, 200.000 ouvriers de Petrograd avaient déjà devancé le mot d'ordre du parti...

## **La jonction avec les soldats**

La préoccupation de Kaiurov et de ses camarades concernant la liaison avec les soldats était bien fondée. Mais la question a trouvé sa réponse dans les faits. Non sans hésitations. Face à la mobilisation des ouvriers et du peuple qui se renforçait de jour en jour, les soldats se trouvaient devant un choix qu'ils auraient peut-être préféré ne pas avoir à faire. Après quelques hésitations, ils ont refusé de réprimer les manifestants. Dès le 26, il y avait la mutinerie du régiment Pavlovsky, dont 19 des meneurs ont été mis aux arrêts: ils seront libérés le lendemain. Le 26, le régiment Volinskii avait été envoyé contre des manifestants et a tiré sur la foule, tuant une quarantaine de personnes. De retour à leur caserne, ils ont discuté et résolu de ne faire jamais plus cela. Quand leur capitaine arrivait le lendemain pour les mobiliser, il était accueilli par des cris: «Nous ne tirerons pas». Finalement ils ont tiré – sur lui, le tuant sur le coup. Ayant ainsi franchi le Rubicon, ils ont envoyé des émissaires partout aux régiments de la capitale afin d'étendre la révolte. Avec succès: Ce jour-là, quelques 70,000 soldats se sont joints aux centaines de milliers d'ouvriers pour manifester. La jonction entre les ouvriers et les soldats fut décisive. Les jeux étaient faits.

## **Vers le «double pouvoir»**

Déjà le 24 février, certaines usines avaient commencé à élire

leurs délégués à un soviet qui n'existait pas encore au niveau de la ville. Mais le 27, un groupe de dirigeants ouvriers, certains libérés de prison dans la journée, se sont réunis pour établir le soviet de Petrograd, dont la première réunion a commencé plus tard dans la soirée.

Nous avons parlé exclusivement de Petrograd. C'était la capitale et le mouvement ouvrier y était le plus fort. Tout au long de l'année, Petrograd sera à l'avant-garde de la révolution. Cependant, pendant ces journées de février, les forces révolutionnaires furent victorieuses partout dans le pays, et partout se formaient des soviets.

Parallèlement, les dirigeants bourgeois de la Douma ont établi un Comité provisoire, qui deviendra un Gouvernement provisoire, sous la présidence du Prince Lvov. Certains d'entre eux auraient préféré passer à une monarchie constitutionnelle. Il était trop tard: le 2 mars, le Tsar Nicolas a abdiqué et son frère Michel n'a pas voulu le remplacer. Ainsi la dynastie s'est-elle terminée en eau de boudin. Le 8 mars, Nicolas a été arrêté.

Ces deux institutions, le soviet et le gouvernement provisoire, représentaient au fond les intérêts de classes opposées. Pendant des mois elles vont coexister. C'est ce qu'on a appelé un «double pouvoir», qui ne prendra fin qu'avec la victoire des soviets en octobre. Mais de février à octobre, la révolution aura vécu des crises et des luttes politiques au sein même des soviets.

---

## **Brexit: La voie s'ouvre au déclenchement de l'Article 50**

*Le 24 janvier, le gouvernement britannique a appris, sans surprise, que la Cour suprême avait confirmé qu'il devait*

*obtenir l'approbation du Parlement avant de déclencher l'Article 50 pour signaler formellement son intention de quitter l'Union européenne. A partir de là va s'enchaîner une série de débats et de votes dans les deux chambres, celles des Communes et des Lords. Cette dernière, qui n'est plus dominée par des pairs héréditaires, n'a pas de pouvoir de décision, mais elle peut faire des propositions. C'est la Chambre des Communes qui décide. Et c'est là qu'on peut voir les positions adoptées par les différents partis et par les courants en leur sein.*

## **Les débats commencent**

Le gouvernement a présenté une résolution très courte, de 137 mots, qui se limitait en fait à lui donner l'autorisation de déclencher l'Article 50. En supplément, il y avait un Livre blanc de 77 pages qui reprenait largement les thèmes du discours de Theresa May du 17 janvier dernier. Le premier vote sur la résolution a donné 398 pour et 114 contre. Une victoire écrasante, on dirait. Mais ce vote voulait simplement dire: nous sommes d'accord en principe pour donner l'autorisation.

Qui a voté contre? Un seul député conservateur, l'ancien ministre, Kenneth Clarke, connu pour ses positions pro-UE; 47 députés travaillistes (plus de 20% du groupe parlementaire) qui ont défié la consigne stricte de voter pour la résolution, donnée par Jeremy Corbyn; 50 sur les 54 des nationalistes écossais (SNP); 7 sur 9 libéraux-démocrates.

Le seul vote contre de Clarke ne signifiait pas qu'il n'y avait pas d'autres dans le parti conservateur qui partageaient sa position, simplement qu'ils n'étaient pas à ce moment-là prêts à voter contre le gouvernement.

Le Parti travailliste est profondément divisé: la plupart de ceux qui ont voté contre viennent de l'aile droite, Blairiste, mais pas tous. Corbyn était bien décidé de soutenir le gouvernement sur l'Article 50, même si les amendements proposés par son parti étaient rejetés. Mais il a un problème: après avoir pendant des mois critiqué May pour être indécise,

embrouillée, son gouvernement divisé, il se trouve maintenant face à un gouvernement et une première ministre dont les positions sur le marché unique et l'union douanière sont claires. Et c'est lui qui semble embrouillé, et son parti est bien divisé. Sur les questions sociales Corbyn s'en sort souvent bien face au gouvernement. Mais pas sur le Brexit, où on ne sait pas vraiment, par exemple, s'il est pour ou contre le marché unique. Pour le moment, Theresa May en profite. Corbyn reconnaît le vote du 23 juin et parle d'un Brexit dans l'intérêt des couches populaires, mais son message est brouillé par ses vacillations. Il a été élu pour réorienter le parti travailliste, pour que ce parti redevienne celui des salariés et des couches populaires, au lieu d'être le volet centre-gauche du consensus néolibéral. Un débat s'ouvre pour savoir quel pays et quel modèle de société il faut après le Brexit. Pour l'instant, c'est May qui en dicte les termes, mais ce n'est pas fatal. Corbyn et ses alliés peuvent intervenir, sur des questions où May effectue une certaine rupture avec le passé de son parti, comme le logement où la stratégie industrielle, et plus largement le rôle de l'Etat, mais aussi sur celles où elle maintient la continuité, telles la santé et les services publics en général. Corbyn peut occuper un espace où il dit que l'essentiel, ce n'est pas le marché unique où les droits de la City, mais les problèmes auxquelles la population est confrontée quotidiennement. Après tout, c'est Theresa May elle-même qui a reconnu que le vote du 23 juin s'explique en partie par un «sentiment d'exclusion par rapport à la situation politique et sociale au Royaume-Uni». Quant aux libéraux-démocrates, ils sont traditionnellement pro-UE: par ailleurs ils ont les yeux braqués, sur le plan électoral, sur les couches moyennes du Sud-est d'Angleterre qui votent habituellement pour les Conservateurs mais qui ont voté pour rester à l'UE.

## **L'Écosse**

A première vue, le gouvernement écossais et le SNP sont dans

une position forte: 62% contre la sortie de l'UE dans le référendum de juin dernier, un vote du Parlement écossais le 7 février, de 90 contre 34, contre le déclenchement de l'Article 50. Le vote était purement indicatif: le Parlement écossais n'a aucun droit de décision ni de veto sur la question. La Cour suprême a aussi dit le 24 janvier que Theresa May n'avait pas besoin d'avoir l'accord des parlements à Edimbourg, Belfast et Cardiff pour procéder. Nicola Sturgeon agite régulièrement la menace d'un deuxième référendum sur l'indépendance. Et c'est là où il peut y avoir un problème. Dans un sondage pour le Sunday Times le 29 janvier, 51% des Ecossais étaient contre un nouveau référendum, avec 27% pour (43% en juin dernier). Il y a toujours 61% pour rester dans l'UE, mais parmi les 39% qui veulent sortir se trouvent 35% de ceux qui ont voté Oui à l'indépendance en 2014: et seulement 48% des sondés sont pour qu'une Ecosse indépendante adhère à l'Union européenne, avec 31 % contre. Le sondage donne 46% pour l'indépendance et 54% contre (45-55 en 2014). Mais un autre sondage publié dans le Herald du 8 février donne 49% pour l'indépendance. Sturgeon a toujours dit qu'elle n'appellera pas un deuxième referendum sans avoir une solide majorité pour l'indépendance, autour de 60%. Elle en est encore loin. Et si elle lie la question de l'indépendance à celle de l'Europe, elle peut perdre une partie de sa base populaire sans forcément gagner le soutien de beaucoup de ceux qui ont voté Oui à l'Europe. En revanche le fait que sur cette question importante comme sur d'autres le Parlement écossais ne peut pas trancher peut faire monter le soutien pour l'indépendance. L'attitude hautaine de May envers le gouvernement écossais peut aussi nourrir ce sentiment. Elle vient de dire qu'il n'y a aucun besoin d'un nouveau référendum sur l'indépendance: si elle cherchait à l'interdire, ce serait explosif.

Pour revenir aux débats, il y a eu une série d'amendements venant du parti travailliste, des libéraux-démocrates et des nationalistes écossais et gallois. Deux amendements travaillistes visant à obliger le gouvernement à faire des

comptes rendus réguliers des négociations au Parlement ont été rejeté: ainsi qu'un autre qui voulait obliger le gouvernement à travailler étroitement avec les gouvernements écossais, gallois et nord-irlandais.

## **Une victoire pour le gouvernement**

Un vote important est intervenu le 7 février au soir: un amendement a été présenté visant à accord plus de pouvoir aux parlementaires pour décider du contenu de l'accord final. L'amendement a été battu par 326 voix contre 293, avec sept conservateurs votant contre le gouvernement et deux autres, dont l'ancien ministre des Finances George Osborne, s'abstenant. C'était une victoire pour May qui avait réussi à réduire la rébellion dans son parti au noyau dur. C'était en partie au moins grâce à une promesse que le Parlement allait pouvoir voter sur l'accord final avant la signature et avant le vote au Parlement européen. Pour savoir s'il s'agit d'une vraie concession ou simplement le droit de voter quand tout sera déjà bouclé, les avis sont partagés.

Le débat s'est terminé mercredi 8 février, tard dans la soirée. Un amendement travailliste visant à garantir aux citoyens de l'UE vivant au Royaume Uni le droit de résidence permanente a été rejeté, par 332 contre 290. C'est un sujet qui suscite les passions, et pour cause. Mais dans l'occurrence la faute n'est pas avec Theresa May, qui a proposé plus d'une fois un accord réciproque avec le UE, garantissant les mêmes droits pour les citoyens britanniques résidant dans le s27 Etats. A partir de là, May pourrait accorder le droit de résidence de manière unilatérale, mettant ainsi les Européens dans l'embarras. Ou elle pourrait garantir les droits des citoyens de tout pays qui donne des droits réciproque aux citoyens britanniques, pour cible les exceptions. Elle a choisi de faire ni l'un ni l'autre. On dit que la question se résoudra facilement une fois que commencent les négociations formelles. Espérons-le.

Finalement, il y avait le dernier vote, pour approuver la

résolution avant de l'envoyer à la Chambre des pairs. Sans surprise, la résolution est passée, par 494 contre 122.

C'était une victoire claire pour le gouvernement. Aucun amendement n'a été intégré. Le gros de ceux qui ont voté contre était compris de 52 députés travaillistes et le groupe SNP, plus les libéraux-démocrates. Corbyn a ramené la grande majorité de députés travaillistes à voter pour.

Après son passage par la Chambre des pairs, la résolution va revenir aux Communes et le vote (vraiment) final doit avoir lieu le 7 mars. Sauf grande surprise, elle devrait passer et Theresa May pourra déclencher l'Article 50 avant la fin du mois de mars, comme promis.

Sur le plan de l'opinion publique également, May peut se féliciter: 53% des sondés approuvent ses plans pour le Brexit, contre 38% en janvier.

## **Des voix contre la «punition» du Royaume-Uni**

Sur le plan international, les signes d'apaisement continuent. Le ministre des Affaires étrangères d'Espagne s'est prononcé contre un accord «punitif» qui affaiblirait Londres comme centre financier, en exprimant sa sympathie pour des négociations sur un accord de libre-échange en même temps qu'un accord sur la séparation. Michel Barnier, par contre, veut séparer les deux. (Financial Times, 27/01/17).

Le 31 janvier le Vice-ministre des Affaires étrangères, Mario Giro, prévenait que le Royaume-Uni et l'Union européenne se dirigeaient vers une «guerre froide économique», mettant en cause les intérêts économiques plutôt que les Etats, en précisant que l'Italie n'y était pas favorable. (Guardian, 30/01/17).

Le 1er février nous avons appris l'existence d'un rapport de 26 pages du Comité sur les affaires économique et monétaire du Parlement européen (Econ). (Guardian) On peut y lire, entre autres, «Un accord final mal conçu entraînerait de dommages pour le Royaume-Uni aussi bien que pour les autres 27 Etats-

membres». «L'exclusion du principal centre financier européen du marché intérieur pourrait avoir des conséquences en termes d'emplois et de croissance dans l'UE. Il est dans l'intérêt des 27 pays de l'UE et du Royaume-Uni d'avoir une discussion ouverte sur ce point».

Le rapport note qu'une analyse de l'offre du statut d'équivalence au Royaume-Uni a été désignée comme prioritaire par les «coordinateurs de l'Econ»

La journaliste explique aussi succinctement ce que c'est, l'équivalence: «le mécanisme par lequel les réglementations du Royaume-Uni et de l'UE sont à considérer comme étant de la même valeur, ce qui permettrait aux institutions financières basées au Royaume Uni de continuer à opérer dans l'UE après le Brexit».

Le 3 février, Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne affirmait que la plupart des 27 pays de l'UE ne voulaient pas punir les 'Brits'» et que la «colère» sur le Brexit était limitée à une minorité. (Financial Times). Cela montre, à la suite des indications précédentes, que l'idée qu'un accord qui garantisse les intérêts des deux côtés est possible et nécessaire, et que dans le cas contraire tout le monde perdrait, est assez répandue. Mais l'école «punitiv» existe aussi, dans certaines capitales européennes et à Bruxelles. En principe, tous les Etats-membres sont égaux, et le gouvernement britannique va déployer ses efforts diplomatiques partout dans le mois qui viennent. Mais certains sont plus égaux que les autres, et l'Allemagne est la plus égale de tout. Un accord qui était soutenu par l'Allemagne, surtout s'il avait aussi le soutien de la France, aurait toutes les chances d'être adopté. Et c'est là où les choses peuvent se compliquer. Par les temps qui courent, personne ne sait avec qui Theresa May aura à négocier dans ces deux pays d'ici quelques mois, ni dans quel contexte international. Elle semble en train de d'assurer ses arrières. Elle se dit aussi confiante de pouvoir obtenir un bon accord avec l'UE. C'est possible, mais il y aura plein d'embûches.